



## ISRAËL MASSACRE, VALÉRIE PLANTE BLANCHIT

**Montréal, le 13 Avril 2018** : alors que, pour le troisième vendredi consécutif, les soldats israéliens ont reçu pour ordre de tirer à vue sur des manifestants pacifiques à Gaza, et que le bilan humain compte maintenant plus de 30 morts et plusieurs milliers de blessés, que fait Valérie Plante, mairesse de Montréal? Est-ce qu'elle s'exprime pour exprimer son courroux, sa colère ou même juste sa peine? Non, elle accueille à bras ouvert et le visage souriant, le consul d'Israël. Nous pensons que les règles protocolaires de la diplomatie doivent avoir une limite éthique.

Parce que l'État israélien viole le droit international, et ne respecte pas les décisions de la Cour internationale de Justice ni les résolutions de l'Organisation des Nations Unies à son encontre, la campagne internationale BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions) demande aux citoyen.ne.s, aux entreprises, mais également aux élu.e.s de faire pression sur cet État en appliquant des **sanctions** à la mesure de leurs moyens, comme par exemple refuser de rencontrer son consul.

Nous regrettons de voir Mme Plante inclure le consul israélien parmi les rares diplomates étrangers qu'elle a reçu depuis son élection, comme si c'était « *business as usual* », comme si ce consul ne portait pas un chapeau particulier, celui d'un État coupable du crime d'apartheid envers le peuple palestinien. Ce faisant, notre mairesse contribue à asseoir l'image de normalité qu'Israël propage sur la scène internationale. Elle contribue à **blanchir** ses politiques criminelles.

On se rappellera que lors de la campagne internationale de boycott contre l'apartheid en Afrique du Sud, l'ancien maire, Jean Doré, avait fait de la Ville de **Montréal une ville anti-apartheid**, et avait rencontré Nelson Mandela quatre mois après sa sortie de prison. Faut-il rappeler à la nouvelle administration montréalaise l'impressionnant dossier qui confirme que la situation en Israël-Palestine s'apparente à une situation d'apartheid, pire à bien des égards que la situation sud-africaine des années 1980?

N'avons-nous pas assez du premier ministre canadien qui s'aligne aveuglément sur la politique raciste et meurtrière de Benjamin Netanyahu ? Les citoyen.ne.s de Montréal n'ont-ils pas révoqué l'ancien maire Denis Coderre qui s'alignait aussi inconditionnellement sur Israël ? Alors que la police de **Durham**, aux États-Unis, rompt ses relations avec la police israélienne, alors que **Dublin**, la capitale de l'Irlande, a mis fin à tous ses contrats commerciaux avec Hewlett Packard à cause de sa complicité dans les graves violations des droits humains des Palestiniens commises par Israël, **que fait Montréal ?**

Nous demandons à notre nouvelle mairesse qu'elle adopte de nouvelles orientations quant aux rapports avec Israël, entre autres : **rompre les liens avec les entreprises et institutions israéliennes ou complices de la colonisation israélienne, mais aussi cesser tout contact avec des diplomates de l'apartheid israélien, et ne pas organiser de délégation en Israël.**

Nous savons que les Montréalaises et Montréalais sont soucieux du respect des droits humains et solidaires des peuples opprimés, dont le peuple palestinien qui résiste courageusement à plus de 70 ans d'occupation et de colonisation. Nous appelons donc également les citoyen.ne.s de Montréal à s'engager activement dans la **campagne internationale de boycott, désinvestissement et sanctions** de l'État d'Israël jusqu'à ce qu'il respecte le droit international, les droits humains et les droits inaliénables du peuple palestinien, à savoir **le retrait des terres occupées, l'égalité entre tous les citoyens et le retour des réfugiés.**

Le Comité de Coordination de la Coalition BDS Québec